

SÉNÉGAL

Le Sénégal est situé en Afrique occidentale, il est baigné par l'Océan Atlantique. Il s'étend sur 196.192 km² et sa population a été estimée en juin 1969 à 3.780.000 habitants. C'est une ancienne colonie française qui a formé avec le Mali la Fédération du Mali, elle est indépendante depuis le 11 septembre 1960. Pays agricole (arachides et coton) et d'élevage.

SYSTÈME BANCAIRE

Le Sénégal fait partie de l'Union monétaire de l'Afrique occidentale qui comprend six autres Etats: la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute Volta, la Mauritanie, le Niger et le Togo. Voir dans le chapitre consacré au Niger (1) les détails sur la banque centrale. La loi bancaire du 1er juillet 1964 (n. 64-49) s'inspire de celle des autres Pays membres de l'Union.

Au sommet du système bancaire se trouvent la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest et le Comité monétaire national qui élaborent la politique du Pays en matière de crédit. Quant à l'organisation des banques, l'application de la loi et les mesures disciplinaires elles relèvent de la compétence de la Commission de surveillance des banques et institutions financières,

(1) Voir le chapitre sur le Niger.

composée d'un magistrat de la Cour Suprême, du directeur de la filiale de Dakar de la Banque centrale et du directeur du Service chargé des problèmes bancaires et du crédit.

Le système bancaire comprend: quatre banques commerciales, une banque de développement et une institution financière.

Les traditions bancaires du Sénégal sont anciennes, l'articulation de son système bancaire et le volume des financements octroyés le prouvent bien de nos jours.

La Banque internationale pour l'Afrique occidentale est l'unique établissement privé de droit français; en ce qui concerne ses caractéristiques, voir le chapitre sur le Niger. Cette banque a quatre guichets au Sénégal: deux à Dakar, un à Kaolack et un à Ziguinchor.

Les trois autres banques commerciales, bien que liées aux trois grandes banques françaises nationalisées, sont des sociétés de droit sénégalais, au capital desquelles d'autres organismes locaux et étrangers ont souscrit.

La banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal poursuit les activités de la Banque nationale de Paris qui commença précisément à opérer au Sénégal en 1939 sous son ancienne appellation de Banque nationale pour le commerce et l'industrie. C'est à partir de Dakar qu'elle étendit ses activités et pénétra dans divers autres pays francophones d'Afrique.

En 1961, la Banque nationale de Paris constitua à Genève, avec d'autres associés, la Société financière pour les Pays d'Outre-mer, qui détient aujourd'hui 51% du capital de la Banque internationale mentionnée ci-dessus. Ce qui reste des 500 millions de francs C.F.A. constituant son fonds est directement détenu par la Banque nationale de Paris (à raison de 41,03%) et par des actionnaires privés de nationalité sénégalaise (7,97%). La Banque internationale a six guichets permanents et trois guichets périodiques.

La Société générale de banques au Sénégal (qui possède trois filiales) a repris, depuis le 3 décembre 1962, les activités de la Société générale, qui en est actuellement l'actionnaire majoritaire avec 51% de son capital de 500 millions. De même que pour les autres Etats francophones d'Afrique cette banque nationalisée française a autorisé la participation au capital à un grand nombre d'actionnaires de nationalité sénégalaise, américaine, italienne, suisse, française et allemande dont les parts varient entre 10 et 3 pour cent.

Le Crédit Lyonnais a donné à l'Union sénégalaise de banque pour le commerce et l'industrie une organisation tout-à-fait analogue, cette société a été fondée en 1961 au capital de 690 millions avec une participation de l'Etat de 22,6% et de la Banque de développement du Sénégal de 21,8%, c'est-à-dire avec la participation de deux organismes publics à côté de groupes privés allemands, américains et italiens (4,3% par groupe). Les 42,7% restant sont dans les mains du Crédit Lyonnais. Il possède quatre guichets permanents dans la capitale et deux guichets périodiques.

L'importance quantitative des quatre banques commerciales énoncées est à peu près la même. Le montant total de leur bilan à la clôture de l'exercice 1968, exprimé en milliards de francs C.F.A., était de: 4,8 pour la Banque internationale pour l'Afrique occidentale; 5,7 pour la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal; 4,9 à la Société générale de banques au Sénégal; et 5,7 à l'Union Sénégalaise de banque pour le commerce et l'industrie. Ces chiffres reflètent l'apport consistant des rubriques: « Portefeuille effets » et « Crédits à court terme » sur l'ensemble des emplois.

De son côté, la Banque de développement a un volume d'affaires double de celui de chacune des banques commerciales (à la même date, le montant total de son bilan dépassait les 10 milliards).

Cette société anonyme sénégalaise a sept guichets permanents; depuis le 1er juillet 1964 elle a repris les activités de la Banque sénégalaise de développement et celles du Crédit populaire du Sénégal.

Elle possède un capital véritablement considérable de 1.360 millions de francs C.F.A., réparti entre la République du Sénégal (55,8%), la Caisse centrale de coopération économique (27,6%), la Banque centrale (7,4%) et d'autres actionnaires de moindre importance (9,2%). Au 30 septembre 1968 parmi les chapitres les plus significatifs de son bilan (exprimés en milliards de francs C.F.A.) on voyait figurer à l'actif de celui-ci les:

- prêts à long terme 2,0
- participations 0,6
- prêts à court terme 2,4
- prêts à moyen terme 1,9

Ainsi qu'on le constate, la Banque de développement consent des prêts à diverses échéances et prend des participations dans les sociétés locales, ce qui démontre que l'on a préféré accorder à cette banque au Sénégal, tout au moins pendant la phase d'expansion actuelle, une pluralité de missions et ne pas en limiter les interventions au seul secteur industriel, ce qui est le cas dans d'autres Pays où opèrent en même temps une banque de développement, une caisse de crédit agricole et un institut de crédit social.

En plus du concours financier qu'elle apporte à l'Etat et aux administrations publiques, et de la poursuite active des opérations du précédent institut dans le domaine du crédit social, la Banque de développement assiste largement le secteur agricole par des crédits à la production, qui permettent les achats de matériel et de produits pour la culture; elle accorde également des crédits à la consommation, destinés à l'achat de denrées alimentaires pendant

la période de soudure des cycles ainsi que des crédits de commercialisation pour faciliter la vente définitive des arachides et autres denrées produites au Sénégal.

L'organisation du crédit agricole fournit un exemple typique de l'évolution du système traditionnel en vigueur dans les Pays francophones d'Afrique (basé sur le principe des sociétés mutuelles au niveau du village) qui tend à assumer une forme mixte de coopérative ayant pour but la distribution du crédit et la commercialisation des produits. La Banque de développement accorde le crédit aux coopératives (qui, d'ordinaire ont de 200 à 500 membres résidant dans plusieurs villages) sous forme de prêts à court ou à moyen terme suivant leur objet. Le remboursement en est garanti, d'abord par la coopérative, ensuite par les marges de bénéfice de la commercialisation et, enfin, par le Fonds mutualiste de développement rural, qui est alimenté par des Fonds du Trésor Public, par le capital social des coopératives et par des subventions de l'étranger. Ce fonds, non seulement prête sa garantie aux coopératives, mais il finance directement certains travaux d'améliorations foncières.

L'unique institution financière du Sénégal: la Société générale de crédit automobile, est une société anonyme de droit sénégalais, qui finance les ventes à crédit de véhicules, comme le font également des sociétés du même ordre liées au groupe Renault opérant dans d'autres Pays de l'Union. Cette société a été constituée en novembre 1961, son capital de 100 millions de francs C.F.A., réparti parmi un très grand nombre d'actionnaires privés, est surtout dans les mains des concessionnaires de voitures automobiles.

On trouve également au Sénégal une Caisse d'épargne postale; cet organisme ne possède pas son autonomie juridique mais dépend du Ministère des Postes et Télécommunications.

